JUSTEL - Législation consolidée

<http://www.ejustice.just.fgov.be/eli/arrete/2022/05/25/2022032285/justel>

Dossier numéro : 2022-05-25/05

Titre

25 MAI 2022. - Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant le règlement général relatif à la gestion et au fonctionnement du Fonds bruxellois de Garantie

Source : REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

Publication : Moniteur belge du 27-06-2022 page : 53024

Entrée en vigueur : 01-07-2022

Table des matières

[CHAPITRE Ier.](#) - Définitions

Art. 1

[CHAPITRE II.](#) - Fonctionnement du Fonds

[Section 1.](#) - Fonctionnement du Conseil d'administration

Art. 2-6

[Section 2.](#) - Convention-cadre entre le Fonds et l'organisme de crédit

Art. 7

[CHAPITRE III.](#) - Principes généraux de l'intervention

Art. 8-12

[CHAPITRE IV.](#) - Modalités de l'examen des garanties sur demande et des garanties directes

[Section 1^{ère}.](#) - Garantie sur demande

Art. 13-14

[Section 2.](#) - Garantie directe

Art. 15

[CHAPITRE V.](#) - Mise en force des garanties

[Section 1^{ère}.](#) - Mise en force des garanties sur demande

Art. 16

[Section 2.](#) - Mise en force des garanties directes

Art. 17

[CHAPITRE VI.](#) - Contribution visée à l'article 22 de l'Ordonnance

Art. 18-20

[CHAPITRE VII.](#) - Paiement de l'intervention du Fonds dans les pertes

Art. 21-22

[CHAPITRE VIII.](#) - Contrôle par le Fonds et retrait de l'intervention

Art. 23-24

[CHAPITRE IX.](#) - Traitement des données à caractère personnel

Art. 25

[CHAPITRE X.](#) - Dispositions finales

Art. 26-29

[ANNEXE.](#)

Art. N

Texte

[CHAPITRE Ier.](#) - Définitions

Article [1er](#). Pour l'application du présent arrêté il y a lieu d'entendre par :

1° Ordonnance : l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 avril 1999, modifiant la loi du 4 août 1978 de réorientation économique et portant création du Fonds bruxellois de Garantie ;

2° l'entreprise : la personne physique qui exerce une activité professionnelle à titre indépendant, l'association sans but lucratif ou la société, indépendamment de sa forme juridique, qui est une micro-, petite ou moyenne entreprise telle que définie par l'Annexe I au Règlement (UE) No 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité ;

3° Règlement concernant les aides de minimis : Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 concernant l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

4° RGPD : le Règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 octobre 1995 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ;

5° le règlement d'intervention du Fonds : la décision du Fonds bruxellois de Garantie portant les règles et directives qui régissent l'intervention du Fonds bruxellois de Garantie ;

6° l'organisme de crédit : l'établissement de crédit ou l'établissement financier visés à l'article 8 de l'Ordonnance ;

7° l'intervention : l'octroi par le Fonds d'une garantie sur demande ou d'une garantie directe décidé par le Fonds ou par l'organisme de crédit ;

8° le Ministre : le ministre qui a l'Economie dans ses attributions ;

9° le Fonds : le Fonds bruxellois de Garantie créé par l'Ordonnance ;

10° le crédit amortissable : le crédit dont le montant, la durée et les remboursements périodiques sont déterminés à l'avance et qui doit, contractuellement, être totalement remboursé à son échéance ;

11° le crédit non amortissable : le crédit dont la durée et le programme de remboursement ne sont pas déterminés à l'avance ;

12° la garantie sur demande : la garantie décidée par le Fonds au profit d'un organisme de crédit pour couvrir un ou plusieurs crédits accordés à l'entreprise ;

13° la garantie directe : la garantie décidée par un organisme de crédit pour couvrir un ou plusieurs crédits accordés à l'entreprise ;

14° opération de sale and lease back : une opération consistant pour l'entreprise à vendre des éléments de son actif à une entreprise de leasing et, immédiatement après, à les louer dans le cadre d'un contrat de leasing incluant le paiement de loyers ;

15° finance&invest.brussels : la société anonyme créée par la loi du 2 avril 1962 relative à la Société fédérale de Participations et d'Investissement et les sociétés régionales d'investissement.

CHAPITRE II. - Fonctionnement du Fonds

Section 1. - Fonctionnement du Conseil d'administration

Art. 2. Le Président du Conseil d'administration convoque les réunions de cet organe, conformément au calendrier des séances approuvé annuellement par le Conseil d'administration.

En cas de nécessité ou d'urgence, le Président peut à tout moment, d'initiative ou à la demande de deux administrateurs, convoquer une réunion du Conseil d'administration.

En cas d'absence du Président et du Vice-président, l'administrateur présent le plus âgé assure la présidence du Conseil d'administration.

Art. 3. Le Conseil d'administration adopte un règlement de déontologie.

Art. 4. Le montant des jetons de présence au Conseil d'administration est fixé à 323,63 EUR pour le Président et le Vice-président, à 129,45 EUR pour les administrateurs et à 194,18 EUR pour les commissaires du Gouvernement.

Les montants mentionnés au présent article sont indexés tous les ans, au 1er janvier. L'indexation se fait sur la base de l'indice santé du mois de décembre qui précède. L'indice santé de référence est celui du mois de janvier 2022.

Art. 5. Le Conseil d'administration procède à un contrôle régulier de la sinistralité des dossiers d'intervention. Dans ce cadre, il peut définir un montant maximum annuel d'octroi de garantie directe ou de garantie sur demande. Le Conseil d'administration peut aussi fixer un montant maximum de garantie directe ou de garantie sur demande par organisme de crédit.

Le Conseil d'administration transmet annuellement au Ministre un rapport détaillant ses conclusions ainsi que toute mesure de contrôle des risques financiers qu'il estime opportune.

Art. 6. Le Conseil d'administration informe par écrit le Ministre dès que l'encours des engagements du Fonds dépasse 75 % du seuil fixé par ou en vertu de l'article 19 de l'Ordonnance.

Section 2. - Convention-cadre entre le Fonds et l'organisme de crédit

Art. 7. Le Fonds conclut une convention-cadre avec chaque organisme de crédit qui définit la mise en oeuvre des principes énoncés par l'Ordonnance, le présent arrêté et le règlement d'intervention du Fonds.

Cette convention-cadre détermine au minimum :

1° les documents, formulaires et informations préalables qui sont nécessaires au traitement des garanties sur demande et des garanties directes ;

2° les cas visés à l'article 5 du règlement d'intervention du Fonds ;

3° le volume global annuel maximum de garantie directe, éventuellement déterminé par organisme de crédit. Ce volume global peut être adapté ultérieurement par le Fonds en tenant compte notamment de la sinistralité de la garantie directe et du budget régional disponible.

La convention-cadre règle également toute autre question que le Fonds et l'organisme de crédit jugent pertinente pour la bonne exécution de leur rôle visé par le présent arrêté et par le règlement d'intervention du Fonds.

CHAPITRE III. - Principes généraux de l'intervention

Art. 8. § 1er. L'intervention est réalisée en application du Règlement concernant les aides de minimis.

Le Fonds, via l'organisme de crédit, avertit l'entreprise que l'intervention est réalisée sous le régime du Règlement concernant les aides de minimis.

L'entreprise déclare dans sa demande les autres aides relevant du Règlement concernant les aides de minimis ou d'autres règlements de minimis que l'entreprise a reçues au cours des deux exercices fiscaux précédents et de l'exercice fiscal en cours sur base d'un formulaire visé à l'article 7, alinéa 2, 1°.

§ 2. En cas de dépassement des plafonds mentionnés dans le Règlement concernant les aides de minimis, le Fonds exige de l'entreprise le remboursement de l'aide indûment obtenue, c'est-à-dire l'équivalent subvention brute de l'aide octroyée sur la base du présent arrêté et du règlement d'intervention du Fonds.

Art. 9. Pour bénéficier d'une intervention, l'entreprise ne peut :

1° être principalement active dans un des secteurs énumérés à l'annexe, ni dans les secteurs de la prospection, de l'extraction, de la transformation, du transport et du stockage du charbon, du pétrole ou d'autres combustibles fossiles ;

2° exercer une des activités suivantes :

a) activité qui viole délibérément la législation sociale, fiscale, environnementale et les normes éthiques fondamentales ;

b) activité contraire aux droits fondamentaux ou menée en violation de ces droits ;

c) activité entraînant des conséquences néfastes sur la santé publique ou sur l'environnement, indépendamment de leur conformité aux lois et réglementations locales ;

d) activité faisant intervenir de la corruption ou des pots-de-vin ;

e) activité relative à l'industrie du sexe et de la pornographie.

3° recourir à une société financière ou patrimoniale établie dans un paradis fiscal tel que repris sur la liste paneuropéenne des pays ayant refusé d'engager un dialogue avec l'Union Européenne ou de remédier aux manquements en matière de bonne gouvernance fiscal ;

4° faire l'objet d'une procédure collective d'insolvabilité ni remplir les conditions de soumission à toute procédure collective d'insolvabilité, notamment les procédures de réorganisation judiciaire prévues par le Livre XX du Code de droit économique ;

5° pour les sociétés à responsabilité limitée, il ne peut y avoir une disparition de plus de la moitié de leur capital souscrit ou de leurs fonds propres, plus d'un quart de ce capital ayant été perdu au cours des douze derniers mois. Pour les sociétés dont certains associés au moins ont une responsabilité illimitée pour les dettes de la société, il ne peut y avoir de disparition de plus de la moitié des fonds propres tels qu'ils sont inscrits dans les comptes de la société, plus du quart de ces fonds propres ayant été perdu au cours des douze derniers mois.

L'alinéa 1er, 5°, ne s'applique pas aux entreprises constituées en société depuis moins de trois ans.

L'intervention ne peut concerner un crédit visant le financement d'une des activités visées à l'alinéa 1er, 1°.

[Art. 10.](#) § 1er. Pour les crédits amortissables, le Fonds garantit au maximum 65 % du montant, en principal, du crédit. Pour ce type de crédit, la durée d'intervention est de maximum 10 ans lorsque l'intervention est inférieure ou égale à 750.000 euros. Elle est de maximum 5 ans lorsque l'intervention est supérieure à 750.000 euros.

Pour les crédits amortissables, chaque échéance en capital remboursée par l'entreprise diminue de plein droit et proportionnellement l'engagement du Fonds.

§ 2. Pour les crédits non amortissables, en ce compris les crédits de cautionnement, le Fonds garantit au maximum 50 % du montant en principal du crédit.

Pour ce type de crédit, la durée d'intervention est de maximum 5 ans, sauf, pour une garantie sur demande, éventuelle dérogation décidée par le Conseil d'administration et pour autant que les conditions de l'article 4, paragraphe 6, point b), du Règlement concernant les aides de minimis soient remplies.

§ 3. Pour les crédits amortissables, l'intervention du Fonds dans les pertes n'excède pas 65 % de la perte définitive en capital enregistrée par l'organisme de crédit, ou elle n'excède pas 80 % si une majoration de garantie a été accordée conformément à l'article 11.

Pour les crédits non amortissables, l'intervention du Fonds dans les pertes n'excède pas 50 % de la perte définitive en capital enregistrée par l'organisme de crédit, ou elle n'excède pas 80 % si une majoration de garantie a été accordée conformément à l'article 11.

Le pourcentage de l'intervention du Fonds dans les pertes est celui qui est repris dans l'acte de garantie visé aux articles 14, § 2, et 17.

Lorsque l'investissement se rapporte à un immeuble partiellement professionnel, le Fonds intervient à concurrence d'un maximum de 65 %, ou de 80 % si une majoration de garantie a été accordée conformément à l'article 11, de l'investissement relatif à la partie professionnelle de l'immeuble. Ce pourcentage est déterminé par un expert désigné par l'organisme de crédit.

[Art. 11.](#) § 1er. Par dérogation à l'article 10, le Fonds garantit 80 % du montant en principal d'un crédit amortissable ou non amortissable dès lors qu'une entreprise ou son projet pour la réalisation duquel un ou plusieurs crédits à couvrir sont sollicités est exemplaire au plan social ou environnemental.

Est exemplaire au sens du premier alinéa l'entreprise ou son projet qui, au moment de l'introduction de la demande de majoration au Fonds au sens du § 2, rencontre, l'un des critères suivants :

1° l'entreprise possède l'agrément d'"entreprise sociale et démocratique" au sens de l'ordonnance du 23 juillet 2018 relative à l'agrément et au soutien des entreprises sociales ;

2° l'entreprise est une société coopérative agréée par application de l'article 5 de la loi du 20 juillet 1955 portant institution d'un Conseil national de la Coopération, de l'Entrepreneuriat social et de l'entreprise Agricole ;

3° l'entreprise est reconnue comme impliquée dans l'économie circulaire par application de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 31 janvier 2019 relatif à la reconnaissance des entreprises impliquées dans l'économie circulaire dans le cadre des aides pour le développement économique des entreprises ;

4° l'entreprise dispose du label "Entreprise Ecodynamique" organisé par la Région de Bruxelles-Capitale, décerné ou renouvelé depuis moins de 5 ans au moment de l'introduction de la demande de majoration de garantie au sens du § 2, avec un nombre de deux étoiles au moins ;

5° l'entreprise dispose du label "Good Food Resto" accordé par la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre de sa stratégie "Good Food" pour un site situé en Région de Bruxelles-Capitale, quel que ce soit le nombre de toques ;

6° soit les activités de l'entreprise pour lesquelles un ou plusieurs crédits à couvrir sont sollicités, soit le projet de l'entreprise pour lequel un ou plusieurs crédits à couvrir sont sollicités s'inscrivent dans les thèmes d'investissement définis par [finance&invest.brussels](#), lesquels incluent les objectifs environnementaux de la taxonomie européenne des activités économiques durables prévus à l'article 9 du règlement 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 ;

7° le projet est lauréat d'un appel à projets, lorsque le Gouvernement a attaché cet avantage à l'appel à projets, pendant deux années à compter de la décision attribuant au projet la qualité de lauréat ;

8° l'entreprise est enregistrée dans le système de management environnemental et d'audit EMAS, instauré par le règlement européen (CE) n° 1221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management

environnemental et d'audit (EMAS), abrogeant le règlement (CE) n° 761/2001 et les décisions de la Commission 2001/681/CE et 2006/193/CE ;

9° l'entreprise est certifiée pour la norme de management environnemental ISO 14.001.

Le Gouvernement peut désigner des labels et certifications d'initiative privée, publique ou mixte dont l'entreprise, qui en est détentrice au moment de l'introduction de la demande de majoration de garantie au sens du § 2, est exemplaire au sens du premier alinéa. Ces labels et certifications ont des objectifs similaires à ceux des dispositifs visés à l'alinéa 2, 1° à 4°. Le Gouvernement peut définir les éventuelles conditions additionnelles nécessaires pour assurer cette exemplarité.

Pour les entreprises visées à l'alinéa 2, 4° et 5°, le ou les crédits à couvrir doivent en outre concerner principalement les sites pour lesquels le label a été octroyé.

Pour les entreprises et projets visés à l'alinéa 2, 6°, l'objectif pour lequel le ou les crédits à couvrir :

1° ne peut avoir pour effet de réduire le niveau d'emploi en Région de Bruxelles-Capitale ni la qualité de l'emploi ;

2° ne nuit pas significativement aux objectifs environnementaux de la taxonomie européenne des activités économiques durables, prévus à l'article 9 du règlement 2020/852 du parlement européen et du conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088.

§ 2. L'organisme de crédit qui souhaite bénéficier de la majoration de garantie visée au paragraphe premier en formule la demande auprès du Fonds préalablement à la demande de garantie directe ou de garantie sur demande.

Le Fonds détermine les documents qui sont nécessaires à l'examen de ces demandes et, en particulier, ceux qui permettent de s'assurer que les conditions visées au paragraphe premier sont rencontrées.

[Art. 12.](#) § 1er. Lorsque la demande s'appuie sur le critère visé à l'article 11, § 1er, al. 2, 6°, la demande visée à l'article 11, § 2, est de la compétence d'un Comité garantie majorée, qui statue sur le respect des conditions visées à l'article 11, § 1er, al. 2, 6°, et al. 5.

Le Ministre peut préciser les critères d'appréciation sur la base desquels le Comité garantie majorée statue.

§ 2. Le Comité garantie majorée est constitué au sein du Fonds et est composé de :

1° deux représentants du Fonds ;

2° deux représentants de finance&invest.brussels, proposés par cet organisme ;

3° un représentant des travailleurs et un représentant des employeurs, proposés par Brupartners.

Deux membres au moins du Comité garantie majorée sont de langue française et deux au moins de langue néerlandaise.

Deux membres au moins du Comité garantie majorée sont des femmes et deux au moins des hommes.

La qualité de membre du Comité garantie majorée est incompatible avec celle de mandataire ou de travailleur au sein d'un organisme de crédit ou d'une entité représentant un ou plusieurs organismes de crédit.

§ 3. Les membres du Comité garantie majorée sont désignés par le conseil d'administration du Fonds pour des mandats gratuits de 6 ans, renouvelables.

Au terme de leur mandat, sauf en cas de révocation, les membres continuent de siéger jusqu'à leur remplacement.

Brupartners et finance&invest.brussels peuvent remplacer leurs représentants respectifs avant le terme de leur mandat. Dans ce cas, ils adressent une nouvelle proposition au Fonds. Le remplaçant désigné par le Fonds achève le mandat du membre qu'il remplace.

§ 4. Le Comité garantie majorée désigne son président parmi les membres représentant le Fonds.

Le Comité garantie majorée statue valablement lorsqu'au moins trois de ses membres sont présents.

Le Comité garantie majorée statue à la majorité simple, la voix du président étant prépondérante en cas de partage des voix.

§ 5. Sur réception d'une ou plusieurs demandes visées au paragraphe 1er, le Comité garantie majorée se réunit dans les meilleurs délais, sur invitation du président.

Le Comité garantie majorée transmet sa décision par écrit dans les quinze jours ouvrables suivant cette dernière au Fonds, qui la transmet à son tour sans délai à l'organisme de crédit.

Un recours est ouvert à l'organisme de crédit contre la décision par laquelle le Comité garantie majorée refuse le bénéfice de la garantie majorée. Ce recours est régi par les règles précisées à l'article 14, § 3.

§ 6. Les commissaires du Gouvernement visés à l'article 16 de l'Ordonnance disposent à l'égard du Comité garantie majorée des mêmes prérogatives qu'à l'égard du conseil d'administration du Fonds.

§ 7. Le Ministre peut préciser les règles de fonctionnement du Comité garantie majorée, en ce compris d'autres incompatibilités et les règles relatives aux délais.

[CHAPITRE IV.](#) - Modalités de l'examen des garanties sur demande et des garanties directes

[Section 1^{ère}.](#) - Garantie sur demande

[Art. 13.](#) § 1er. Les garanties sur demande sont introduites par les organismes de crédit à l'aide du formulaire adéquat visé à l'article 7, alinéa 2, 1°.

Le formulaire dûment complété par l'organisme de crédit reprend les conditions auxquelles l'organisme de crédit envisage de consentir le crédit et est accompagné d'une documentation complète et étayée incluant ou précisant :

1° une déclaration de l'organisme de crédit quant au fait que l'honorabilité commerciale de l'entreprise est établie suivant la bonne pratique en vigueur au sein de l'organisme de crédit ;